

reconnaître les décisions de la Cour internationale de Justice. Si nous n'avons pas été aussi critiques à l'égard de l'Union soviétique, c'est parce qu'à notre avis, ses activités en Amérique centrale ne sont pas comparables à celles des Américains. Le Nouveau parti démocratique suit de près l'évolution de la situation au Nicaragua, et il envoie d'ailleurs fréquemment des délégations dans la région.

À notre connaissance, les interventions en Amérique Centrale ont été, depuis toujours, presque exclusivement le fait des États-Unis. On pourra redoubler de critiques envers le gouvernement actuel mais, pour moi, les Américains se sont toujours comportés dans la région comme une grande puissance défendant son "arrière-cour". La seule différence entre Démocrates et Républicains tient au fait que les premiers essaient d'agir avec plus d'égards : ils ne considèrent pas les *contras* comme "les Pères Fondateurs" du Nicaragua et ils n'attendent pas des gouvernements qu'ils viennent s'incliner devant eux. À part cela, les Démocrates ont en gros la même vision des choses. Ils sont progressistes, mais ils n'en pensent pas moins qu'il revient aux États-Unis de diriger l'Amérique Centrale.

Pour répondre à M. Ratliff, je ne crois pas que le Nicaragua veuille s'immiscer dans les affaires de ses voisins. Et je ne pense pas non plus qu'il souhaite s'aligner uniquement sur Cuba ou sur l'Union soviétique. Je pense qu'il cherche à se faire des alliés un peu partout, et il est certainement sensible à l'amitié que le gouvernement canadien actuel et le précédent se sont efforcés de lui manifester. Le vrai problème est que les États-Unis, quel soit le parti au pouvoir, ne sont pas disposés à suivre une politique de non-intervention dans l'Amérique latine en général, et en Amérique Centrale en particulier.

Pour nous, la question est bien sûr de savoir ce que le gouvernement et le peuple canadiens peuvent faire. Il est certain que nous avons soutenu énormément les efforts du groupe de Contadora. Je suis vraiment très impressionnée par ce que nous avons fait sur le plan technique. Mais, politiquement, nous n'avons pas su nous imposer autant que nous aurions pu le faire au cours de nos entretiens avec Washington et avec les membres du Congrès que nous savons préoccupés par la situation en Amérique centrale. Je ne sais pas combien de fois on peut contrarier Washington en une semaine, mais je suppose que là réside le problème.

Je crains que notre indépendance en matière de politique étrangère s'effrite beaucoup si le glissement qui se manifeste actuelle-